Samedi 16 et dimanche 17 décembre 1978 – No 994

BP 81, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour l'action unie

LES dirigeants de la CGT, de la CFDT et de la FEN se sont rencontrés hier pour discuter des possibilités d'action communes au niveau national contre les nouvelles attaques gouvernementales :

– Le déficit de la Sécurité sociale sera principalement comblé par l'augmentation des cotisations des salariés.

– 21 000 licenciements ont été annoncés cette semaine dans la sidérurgie.

– Le gouvernement confirme la dégressivité de l'indemnisation du chômage à 90 %.

Alors que tous s'accordent pour déclarer que les projets gouvernementaux *« mettaient gravement en cause la situation des travailleurs »* et qu'il fallait mettre en place *« une riposte d'ampleur nationale », aucune action commune* n'a pu être dégagée de la rencontre : ainsi la division constatée en Lorraine et dans le Nord et qui limite la lutte des sidérurgistes, se confirme au niveau national.

La CGT appelle à une journée nationale d'action le 21 décembre *« contre l'offensive antisociale du gouvernement »* (alors qu'en Meurthe-et-Moselle, c'est le 19 que les travailleurs sont appelés à se mobiliser pour l'emploi !).

La CFDT refuse cette forme d'action et appelle les travailleurs à une action « efficace » dans les entreprises pour obtenir des augmentations de salaire compensatrices à l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale.

La FEN, de son côté, n'a fait aucune déclaration. Les patrons, eux, sont d'accord pour lancer un avertissement : Yvon Chotard a déclaré hier qu'il n'était pas question d'accorder la moindre augmentation de salaire supplémentaire, car les entreprises, selon lui, sont *« au bord de la rupture »*.

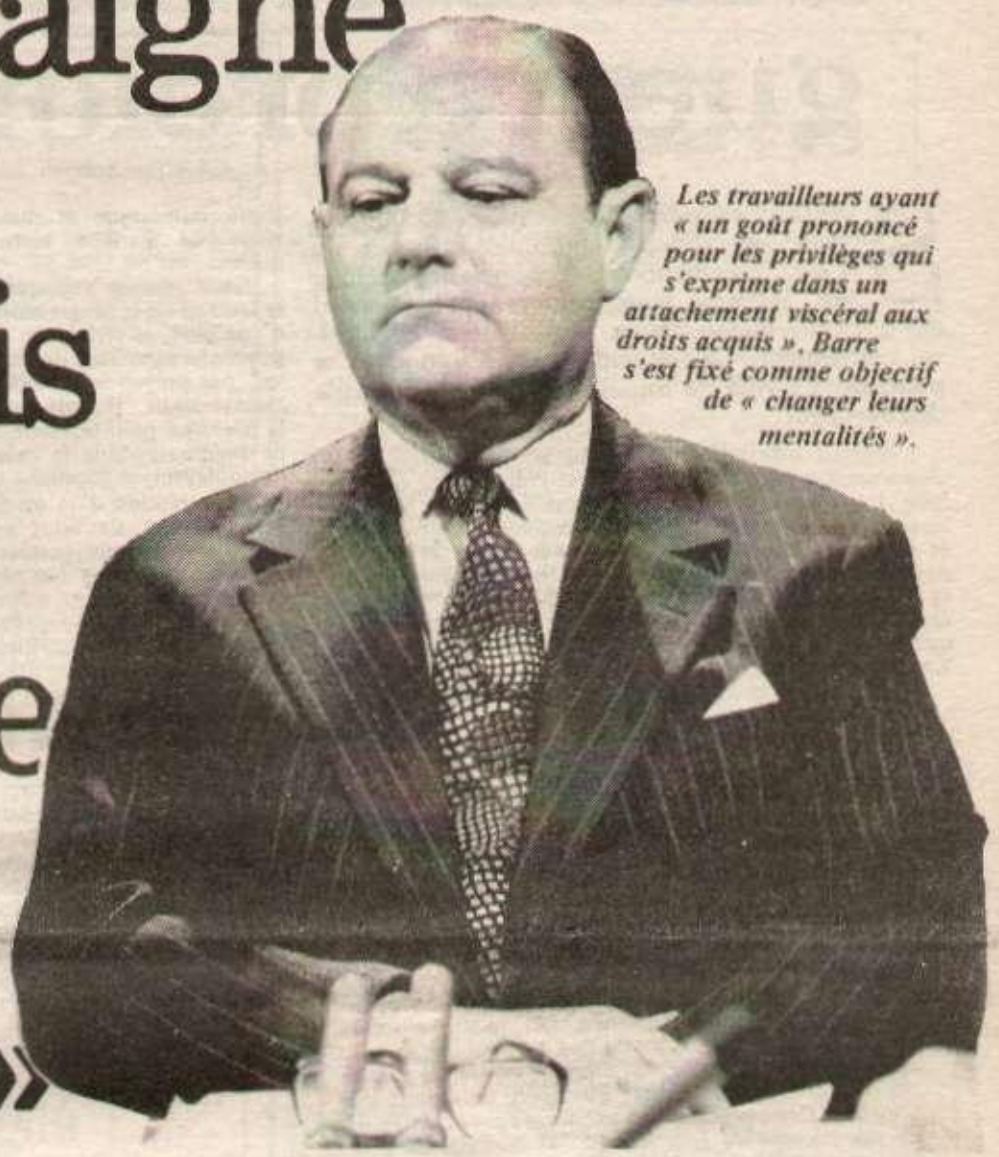
Le seul accord CGT et CFDT est pour réclamer une réunion tripartite (syndicats, patrons-gouvernement) sur la Sécurité sociale et l'indemnisation du chômage !

Voilà qui doit faire réfléchir ! Alors que les négociations qui traînent depuis septembre n'ont rien donné et ont seulement permis au gouvernement de faire appliquer ses plans, le seul accord syndical porte sur la continuation d'une telle pratique, véritable accord pour l'inaction, accord pour laisser la division s'instaurer et permettre aux patrons d'imposer leur loi ! Pourtant, la colère est grande parmi les travailleurs et les militants syndicalistes.

Peuvent-ils se résigner, eux qui sont directement frappés, à l'inaction, à la division et à l'échec ? Les luttes se développent. Se battre dès aujourd'hui pour imposer l'unité nécessaire à l'action, si on veut vraiment gagner et non pas seulement lancer des protestations et laisser faire. Ce ne sera pas facile, de même que d'éviter que le découragement ne remplace la colère. Mais il n'y a pas d'autre voie : imposer un mouvement d'ensemble contre les plans Barre.

Claire MASSON

Barre saigne les Français pour que vive «sa France»



Les travailleurs ayant « un goût prononcé pour les privilèges qui s'exprime dans un attachement viscéral aux droits acquis », Barre s'est fixé comme objectif de « changer leurs mentalités ».

D'APRES Barre, *« il est nécessaire de penser parfois davantage à la France qu'aux Français »*. Quand il dit la France, c'est bien entendu des monopoles qu'il s'agit. Quant à s'occuper des Français, on ne peut pas dire qu'il reste inactif : *attaque contre les assurances sociales, restriction des indemnités des chômeurs, licenciements encore et toujours.*

Vous connaissez la dernière ?

Barre : « J'ai tout fait dans le domaine de l'emploi »

L'INTERVIEW que Barre a accordé au *Matin* aborde essentiellement les problèmes du chômage et de l'emploi. Barre explique l'importance de la place de la France dans l'Europe. *« Si la France veut être moderne et compétitive dans une Europe organisée »*, il faut que les Français acceptent des petits sacrifices, des pertes d'emploi. Si Barre et son gouvernement ont décidé d'avoir leur place au soleil dans l'Europe, c'est pour mieux arrondir leurs profits.

« S'il y a un sens à la politique de redressement que je mène depuis septembre 1976, c'est bien de faire en sorte que la France ne devienne par en Europe et dans le monde une nation de seconde zone ».

Ainsi Barre veut faire passer les nombreux licenciements au nom de la place de la France capitaliste dans l'Europe capitaliste.

BARRE : 100 % L'HOMME DES MONOPOLES

Barre avait prévu le cheminement de la crise et ses conséquences ; il a le culot de nous dire qu'il a organisé ces licenciements mais qu'il a tout fait pour les enrayer : *« Le gouvernement s'efforce... de favoriser des créations d'emplois... Il a traité l'affaire Boussac et mis en œuvre le plan Vosges. Il s'attache... à traiter les problèmes d'emploi dans le Nord et la Lorraine »*.

Mais on se souvient du plan Vosges : la création de 1 400 emplois qui ne sont pas parvenus à éponger les 10 000 demandeurs d'emploi du département des Vosges. Ceci se déroulait pendant les négociations entre les Willot et le gouvernement pour racheter Boussac. On sait que les Willot ont pu acquérir Boussac pour 1 F et qu'en même temps ils organisaient licenciements, reconversions et pré-retraites, en tout 2 537 travailleurs touchés.

Et nous ne sommes pas prêts d'oublier les 20 000 licenciements tout récents dans la sidérurgie.

Alors les fanfaronnades de Barre ne cachent pas son identité réelle : l'homme au service des monopoles.

BARRE : 100 % CONTRE LES TRAVAILLEURS

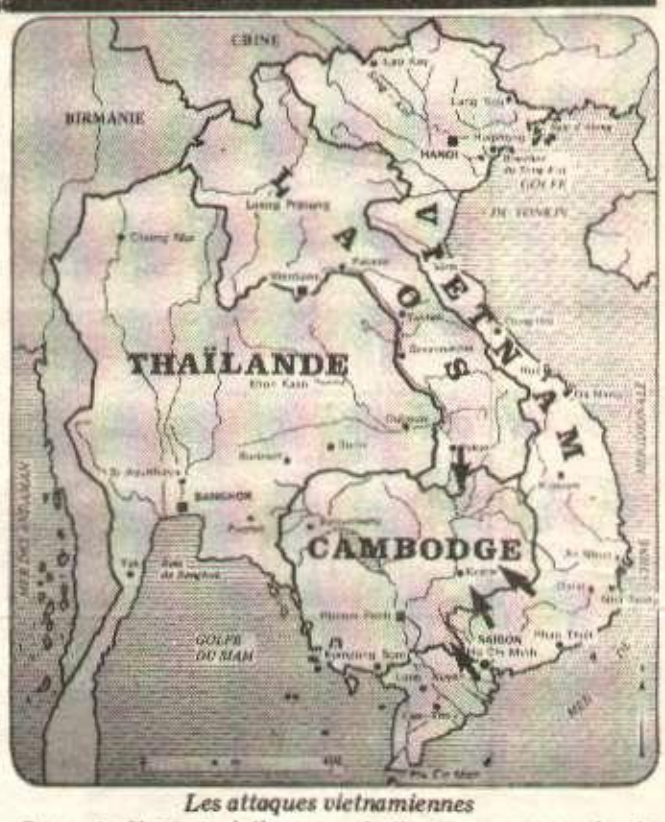
Il accuse les travailleurs d'être trop revendicatifs. Ils font preuve *« d'un égalitarisme qui suscite revendications et surenchères, d'un goût prononcé pour les privilèges qui s'expriment dans un attachement viscéral aux droits acquis »*. Voilà Barre repart en guerre contre les « nantis », contre les « privilégiés » et contre l'attachement des travailleurs aux droits acquis et c'est normal, ils les ont arrachés de haute lutte aux capitalistes, et sont prêts à les défendre (Cf : Sécurité Sociale).

Nathalie VILLOTIERS

AGRESSION VIETNAMIENNE AU KAMPUCHEA

Pol Pot déclare dans une interview

Nous sommes prêts à résister par une guerre prolongée



Les attaques vietnamiennes

SELON des sources occidentales, 15 000 soldats vietnamiens, stationnés au sud du Laos, commencent à descendre le long du Mékong pour pénétrer par le nord en territoire kampuchean. Par ailleurs, l'offensive vietnamienne par le sud-est du Kampuchea se poursuit. La ville de Snuol serait sous le contrôle de l'agresseur.

L'objectif de l'armée vietnamienne semble être de faire la jonction entre les forces qui arrivent du nord et celles venant du sud-est, dans la région de Kratié sur le Mékong. Si cet objectif était atteint, ce sont les quatre provinces, à l'est du Kampuchea, qui seraient ainsi coupées du reste du pays. Pour le moment, l'offensive vietnamienne avance doucement en dépit de l'armement lourd et sophistiqué fourni par l'URSS (Mig 23 par exemple), en dépit de bombardements, parfois de gaz mortels, bref en dépit de l'écrasante majorité numérique et matérielle de l'armée vietnamienne.

Deux raisons expliquent la lenteur de la progression : d'une part, la résistance du peuple kampuchean que n'avait pas prévue la direction vietnamienne. D'autre part, la nécessité pour le Vietnam de rendre crédible la thèse du soulèvement populaire et de la création d'un soi-disant « Front de salut national » authentiquement kampuchean, thèse qui permettrait de faire passer l'agression vietnamienne contre un pays indépendant pour une rébellion interne au Kampuchea.

Preuve en est que la région où ce front agirait est située à la frontière sud-est, précisément là où les forces armées vietnamiennes lancent le gros de leurs troupes.

Mais, comme l'a indiqué Pol Pot, dirigeant du Parti communiste du Kampuchea : *« Nous sommes pleins de confiance dans notre victoire. Le Vietnam est voué à l'échec »*.

MENER UNE GUERRE PROLONGÉE

Voici d'ailleurs des extraits de l'interview qu'il a accordée à l'Agence Chine nouvelle. L'intérêt premier de ces déclarations est que, sans verser dans le triomphalisme, le peuple et ses dirigeants s'apprêtent à mener une guerre *prolongée* mais dont l'issue est certaine : la défaite des agresseurs.

Pot Pot a déclaré que *« l'objectif stratégique du Vietnam est de s'emparer de l'ensemble du Kampuchea. La lutte s'annonce prolongée et complexe. En vertu de quoi, le Kampuchea a adopté une politique de guerre prolongée »*.

Après avoir expliqué que de nombreux pays, et en particulier les pays d'Asie du Sud-est, soutiennent le Kampuchea parce qu'ils veulent un Kampuchea indépendant, Pol Pot a dénoncé le soutien de l'URSS et du Pacte de Varsovie à l'agression vietnamienne. Il a dit qu'il y avait de grandes probabilités pour que l'Union soviétique envoie des milliers, voire des dizaines de milliers de conseillers militaires, au Vietnam et le ravitaille en même temps en armes diverses.

Conscient de la gravité de la situation, il a déclaré : *« Tout cela peut s'ajouter à nos difficultés temporaires en cas d'offensive massive des Vietnamiens ; il de nos villes tombent entre leurs mains. Nous devons prévoir cette situation. Mais, tant qu'ils feront la guerre sur notre territoire, ils rencontreront beaucoup de difficultés. Plus ils prolongeront la guerre, plus ils s'épuiseront (...). Plus les Vietnamiens avanceront dans notre territoire, moins ils seront forts et plus ce sera facile pour nous de les battre. Nous préparerons une guerre prolongée, c'est sur cette base que nous avons confiance dans notre victoire et dans la défaite prévisible du Vietnam »*.

A propos du « Front de salut national », soi-disant cambodgien, il a dit : *« Le Vietnam et son complice* (l'URSS — NDLR) *ont créé une organisation fantoche parce qu'ils sont en proie à de grandes difficultés. Cela montre qu'ils sont dans une impasse et qu'ils ont dû sortir une nouvelle enseigne pour duper les gens »*.

Pol Pot a conclu en disant que, parallèlement à la défense du pays, le Kampuchea essaye de mener son édification nationale et d'élever le niveau de vie de la population.

Claude LIRIA

Comment on fabrique la thèse des «massacres au Kampuchea»

VOICI un extrait d'un article paru dans le *New York Times* (qui n'a rien d'un journal révolutionnaire) et qui montre bien comment on fabrique la thèse d'un « génocide » au Kampuchea. Les passages entre parenthèses ne font pas partie de l'article.

« Le mythe du génocide est fabriqué en grande partie par toute une organisation qui opère en dehors de Bangkok. Cette organisation est dirigée par M. In-Tam, un des proches de Lon Nol (il fut ministre du gouvernement pro-américain). *In-Tam contrôle une grande partie de tout ce qui se passe autour des réfugiés et des interrogatoires de ces derniers dès qu'ils traversent la frontière. Il a* (lui et son organisation financée par la CIA) *même payé jusqu'à 50 dollars par réfugié* (le salaire mensuel d'un ouvrier thai) *pour le récit de bonnes histoires d'horreur aux étrangers qui visitent ces camps. Ces histoires fabriquées ont trouvé place dans plusieurs journaux. En 1977, un reportage était accompagné de photos, lesquelles étaient supposées être des « exécutions » au Cambodge* (publiées, entre autres, dans *Paris-Match*). *Au moment même où elles ont été publiées, ces photos ont été dénoncées dans des journaux thailandais comme fabriquées de toute pièce et fausses »*.
(Dans le *Bangkok Post* notamment).

Bolivie : vers la démocratie

LE 24 novembre dernier, un coup d'État mettait fin à la dictature de Pereda qui avait pris le pouvoir en juillet dernier avec l'appui de l'extrême-droite. Le nouveau gouvernement est dirigé par le général Padilla qui a déclaré aussitôt son intention de tout mettre en œuvre pour que des élections démocratiques aient lieu l'an prochain pour en finir avec la succession des dictatures fascistes.

Mardi, lors d'une interview à l'*AFP* le général Padilla a affirmé : *« Tous les partis souhaitent la convocation rapide d'élections pour le rétablissement d'un régime civil et les membres des forces armées ont le même désir. Le régime que je préside ne se réclame d'aucune orientation partisane »*. Il a également déclaré que toutes les tendances, y compris communistes, pourraient être représentées au gouvernement.

Ainsi la voie de la démocratisation semble être ouverte en Bolivie. Le peuple bolivien a mené des luttes très dures au début de cette année. 1 300 personnes soutenues par les 58 000 mineurs en grève ont fait grève de la faim, durant trois semaines. Ils avaient alors obtenu l'amnistie des prisonniers politiques et le retour des exilés. Ils ont répondu au coup d'État de Pereda en juillet par des grèves. C'est cette lutte qui avait permis le renversement de cette dictature.

Aujourd'hui, la Bolivie est en passe de devenir un pays démocratique mais les syndicats qui ont soutenu l'arrivée au pouvoir de Padilla en novembre attendent de voir si les déclarations de ce dernier se vérifieront dans les faits.

Témoignage sur la répression en Iran

5 000 militaires contre le peuple à Ispahan

LES grandioses manifestations de dimanche et lundi ont montré à quel point le Shah était haï du peuple. A Téhéran, mais aussi dans les grandes villes de provinces, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont défilé pour exiger le départ du Shah et la constitution d'un gouvernement islamique.

L'économie du pays est toujours paralysée par les grèves des ouvriers et des employés. Pour essayer de sortir de l'impasse, le Shah tente de constituer un gouvernement civil. Sanjabi, le représentant du Front national, a déclaré qu'il refusait tout compromis avec le dictateur.

Dans le même temps, le Shah et le gouvernement organisaient une sanglante répression à Ispahan, ville de 550000 habitants située au sud de Téhéran. Le témoignagne de l'envoyé spécial de l'AFP, Patrick Meney, montre l'horreur de cette répression. En fait, le but du gouvernement était d'organiser toute une mise en scène montrant un soi-disant soutien du peuple au Shah. Le gouvernement avait affrété un avion spécial pour emmener quelques journalistes constater ce « soutien ». Patrick Meney raconte ce qu'ils y ont vu.

« Les militaires iraniens ont fait la chasse aux opposants à coups de gourdins mais aussi en tirant, mardi et mercredi, à Ispahan, deuxième ville du pays, où 5000 partisans du Shah ont manifesté mercredi.

Place du 24 Esphan, mercredi, à 8 h du matin : les militaires arrêtent les voitures. Il faut crier : « Vive le Shah ». Les soldats collent sur les parebrises des portraits du roi. Quand un automobiliste refuse, il est sorti de force et violemment rossé à grands coups de gourdins. Les soldats cassent les vitres du véhicule avec les crosses de leurs fusils. La présence de trois journalistes étrangers ne décourage par les militaires.

Ce genre de scène se répète à chaque carrefour dans Ispahan, ville de 500000 habitants, où il est « interdit » de se déplacer sans la photo du Shah.

Debout sur leur camion, les soldats crient « Vive le roi ». Des jeeps circulent recouvertes de photos du souverain et de son fils. Au centre de la ville, où les magasins sont fermés et où les piétons sont rares, un socle a perdu sa statue géante du Shah, lors des cortèges antirégime qui ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dimanche et lundi.

L'armée a remplacé en hâte la statue par une effigie du roi.

Derrière l'hôpital Askarieh, dans un bâtiment en construction, le corps d'un jeune homme de 17 ans, couvert de sang est caché sous les cartons, les infirmiers les soulèvent et nous montrent les impacts d'une rafale de mitraillette tirée dans le dos il y a une heure. On nous explique : « Il n'a pas voulu crier "Vive le Shah". »

« Pourquoi cachez-vous le corps ? — Pour que les militaires ne le prennent pas ».

Mardi, dans ce seul hôpital, on a apporté six cadavres et 75 blessés.

« Je suis médecin depuis vingt-cinq ans et j'ai le cœur bien accroché, mais hier, pour la première fois, j'ai pleuré ».

Le Dr Ramin-Fesharekí, de l'hôpital Soraya, ne croyait pas que ces choses-là pouvaient arriver en Iran. Entouré d'une centaine de collègues, il nous montre deux salles remplies de blessés par balles. Mercredi, les blessés arrivent au rythme de cinq par heure. On nous dit : « Les soldats ont tiré à la porte de la salle d'urgence sur des donneurs de sang ».

« J'ai fait trois ans de prison. J'ai été torturé pendant un mois et maintenant, je vais mourir ». *Mohamed Ali Soufizadh, professeur de 27 ans, a reçu plusieurs balles de fusil dans les poumons. Agonisant, il murmure :« Ceux qui se font tuer pour Dieu ne meurent pas vraiment »*.

Des témoignages comme celui-ci, on peut en citer trente ou quarante mercredi à Ispahan.

Reims Aviation

Mobilisation pour les revendications et pour la réintégration d'un délégué licencié

REIMS-Aviation est le premier constructeur et vendeur d'avions légers en Europe. Implantée à Prunay, village proche de Reims, l'usine emploie 500 personnes en moyenne. Au vu des bilans financiers et des bénéfices avoués aux travailleurs, l'état de santé de l'entreprise est satisfaisant. On ne peut en dire autant des salaires. Reims-Aviation est la lanterne rouge de l'aéronautique. Les écarts de salaire sont, en moyenne, de 600 F avec les autres boites et jusqu'à 1 000 F par mois avec Dassault.

En mai, la récente section FO regroupant des cadres et agents de maitrise réclame une prime dite d'assiduité. Malgré l'opposition d'une grande majorité du personnel, malgré le refus du comité d'établissement, le patron décide que cette prime entrera en vigueur en novembre. La section CGT entre en campagne contre cette prime de répression, remettant en cause les acquis en matière de santé, le droit aux absences personnelles, familiales ou administratives, etc. et dépose un cahier de revendications demandant 150 F de réajustement des salaires dans le cadre d'un rattrapage des 600 F de retard.

FIN OCTOBRE, LA LUTTE S'ENGAGE

Les travailleurs font preuve d'une grande combativité : des débrayages quatre fois un quart d'heure par jour, avec défilé et manifestation dans les bureaux, banderoles, etc. Dans un premier temps, la direction a fait la sourde oreille puis elle essaye la discussion en déclarant : *« Faites ce que vous voulez, mais vous n'obtiendrez rien »*. Elle refuse de répondre aux revendications mais veut arrêter à tout prix le mouvement ; pour cela, elle passe aux méthodes répressives. Après les insultes et gestes obcènes, ce sont les avertissements, les mises à pied, les menaces (huissiers), puis demande de licenciements contre Guy Tinot, délégué CGT, 20 ans de boite, connu par tous pour son calme, qu'elle accuse *« d'agressivité »*.

UN DÉLÉGUÉ « PRIS EN OTAGE »

Cette demande de licenciement est considérée comme telle par la section CGT, la direction espère ainsi intimider les travailleurs, étouffer leurs légitimes revendications et détourner leur lutte de son but. La provocation est évidente de la part de la direction, c'est décidément partout le même discours qu'on entend. Giscard-Barre ou M. Pichon — PDG de Reims-Aviation — c'est toujours le chantage à la crise et au chômage pour justifier les bas salaires, c'est encore et toujours la répression pour intimider les travailleurs et bloquer leur lutte.

RIPOSTE ET POPULARISATION

Afin de faire connaitre leur lutte, les travailleurs de Reims-Aviation vont distribuer des tracts en ville sur un hyper-marché, un tract distribué sur la métallurgie rémoise. Un appel de l'Union locale CGT à l'ensemble des sections de Reims pour que s'engagent des actions de soutien.

Une première étape dans le soutien, le 12 décembre — meeting de protestation contre le licenciement et en soutien aux revendications — a rassemblé, en plus des ouvriers de Reims-Aviation, 150 délégués représentants une trentaine de sections d'entreprises, dont trois de la CFDT.

Après le meeting, le comité d'établissement de Reims-Aviation a tenu une conférence de presse.

LA LUTTE CONTINUE

Les travailleurs poursuivent leur mouvement de quatre quarts d'heure quotidiens (ils ont déjà fait subir une perte de 10 000 heures de production aux patrons — retard sur les commandes — maintiennent fermement leurs revendications : 150 F pour tous, réintégration de Guy Tinot.

Ils appellent tous ceux qui se sentent concernés à les soutenir (motions, délégation, popularisation, etc.). C'est dans l'unité la plus large autour des ouvriers de Reims-Aviation en lutte qu'il faut maintenant s'engager, jusqu'à la victoire, sur les revendications et la réintégration du camarade.

Correspondant Reims

Les dirigeants du PCF en route vers de nouvelles aventures électoralistes

LES dirigeants du PCF se sont réunis, mercredi 13 décembre, en comité central. Les documents d'orientation adoptés au cours de cette réunion concernent la campagne électorale pour la désignation des députés au Parlement européen et le renforcement du PCF. A travers ces textes, qui vont orienter l'activité du PCF dans les mois qui viennent, se trouve défini un nouvel épisode de l'orientation obstinément électoraliste de ses dirigeants.

Après le long réquisitoire contre l'Europe et son élargissement, contre une défense européenne et pour que la place de la France dans le monde *« soit conforme à son génie et à ses moyens »*, on apprend que *« l'élection à la proportionnelle nationale donnera, pour la première fois depuis plus de vingt ans, la plus grande efficacité au vote de chaque électrice et électeur en faveur des candidats communistes. »*

« ... Chaque voix qui se portera sur les candidats communistes, ce sera une voix contre l'austérité, le chômage, contre le déclin et l'effacement de la France. »

Ainsi, ce que préconisent les dirigeants du PCF revient, ni plus ni moins, à renouveler l'opération désastreuse pour les travailleurs consistant à déplacer les espoirs de changement du terrain des luttes à celui des élections.

Rien qu'en une semaine, le gouvernement Giscard-Barre vient successivement de s'attaquer violemment au système des assurances sociales, de réduire comme une peau de chagrin l'indemnisation des chômeurs et d'annoncer le licenciement de 20 000 sidérurgistes. Difficile d'imaginer attaque plus brutale aux conditions d'existence des travailleurs. Du même coup, la question qui se pose avec toujours plus d'urgence, c'est : comment mettre en échec les attaques du gouvernement des capitalistes ? Comment porter un coup d'arrêt aux plans de chômage et d'austérité de Giscard-Barre ? Et voici qu'apparait, dans un slogan, la réponse des dirigeants du PCF, *« En votant pour nous, vous agirez contre le chômage et l'austérité »*.

Décidément, ces gens-là sont obstinés ! Pendant des années, ils ont promis aux travailleurs la fin de tous leurs maux avec un succès aux élections législatives, moyennant quoi les plans Barre successifs ont pu s'appliquer sans coup férir, sans rencontrer de riposte efficace. Et aujourd'hui, moins d'un an après que soit apparue en toute clarté l'impasse de cette voie électoraliste, les voilà qui remettent ça. S'il fallait les croire, on pourrait d'ailleurs penser que les choses ne vont pas si mal. La résolution du comité central du PCF sur la situation politique fait état de *« nombre de résultats obtenus concernant l'emploi, les salaires, les conditions de travail, etc. »*

Un million huit-cent mille chômeurs, les salaires constamment rognés, les cadences aggravées... vraiment, on se demande où ces dirigeants vont chercher leurs analyses ; certainement pas dans les réalités vécues par les travailleurs. Ce n'est pas tout, dans le même texte, ils affirment sans rire que *« l'influence, l'activité et la force du Parti (le PCF) font obstacle à la réalisation des objectifs antisociaux, antidémocratiques et antinationaux du grand capital »*.

Conclusion : renforcer le PCF, voter PCF et son groupe parlementaire pourra encore plus « faire obstacle » à Giscard-Barre.

Il est indispensable de dénoncer avec vigueur cette ligne, indispensable de multiplier les efforts pour que l'unité des travailleurs puisse se réaliser à la base, dans la lutte, pour que les travailleurs puissent par un mouvement puissant « faire obstacle » aux attaques du gouvernement des capitalistes.

De même, il est indispensable de fixer clairement la cible du mouvement de la classe ouvrière. Il s'agit de notre bourgeoisie monopoliste qui utilise la CEE comme un instrument de sa politique et nullement l'inverse, comme l'affirme Marchais. D'ailleurs, l'alliance *de fait* qui se dessine entre les dirigeants du PCF et certains membres du RPR — Chirac en particulier — doit permettre d'alerter les travailleurs sur la véritable nature de classe de la croisade contre l'élargissement de la CEE, entreprise par Marchais.

Et quand nous parlons *« d'alliance de fait »*, il ne s'agit pas d'un mauvais procès de notre part. Marchais et Chirac ne se font-ils pas écho quand ils déclarent respectivement : *« Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que nous nous retrouvons* (avec le RPR) *quand les intérêts fondamentaux de la France sont en jeu »* (Marchais) et Chirac, à propos du PCF, explique qu'il ne faut *« exclure personne »* pour défendre *« les intérêts nationaux essentiels »*.

Quant aux intérêts fondamentaux des travailleurs, qui pourra faire croire qu'ils puissent être défendus en tombant d'accord avec Chirac ?

Pierre MARCEAU

Deux internes inculpés pour refus de soins et sévices envers un travailleur immigré

LE racisme a fait une victime de plus : le parquet de Senlis, en inculpant deux internes d'un hôpital privé de Creil vient de le révéler à l'opinion publique. En effet, Philippe Roger, interne, est inculpé pour avoir refusé d'hospitaliser un travailleur immigré gravement malade et de l'avoir même maltraité. Un autre interne, Hervé Vallez, a assisté à la scène sans réagir ; il est inculpé pour non-assistance à personne en danger.

Voici les faits : le 20 décembre 1977, Mohamed Boubaaya, ouvrier chez Chausson, est pris d'un malaise et devant la gravité de son état, il est emmené à l'hôpital privé de Creil. L'interne, après une visite sommaire accompagnée de brutalités (gifles, arrosage à l'éther pour le réveiller, moustache à moitié rasée), le fait basculer de la table d'auscultation et le fait amener au commissariat pour « état d'ivresse ». Les policiers qui constatent que son état est grave l'emmènent à l'hôpital Lariboisière où il meurt quatre jours plus tard. Il souffrait d'une hémorragie du cervelet. La famille a porté plainte.

L'interne qui avait justifié son refus d'hospitalisation en inscrivant sur le registre des urgences, crise de flémingite aiguë, est écroué. On voit jusqu'où peut mener le préjugé raciste et le mépris des travailleurs immigrés, quand un médecin peut assimiler à des signes d'ivresse des symptômes que toute autre personne reconnait pourtant comme signe de maladie grave.

Communiqué du PCRml et du PCML de Reims

Le PCRml et le PCML apportent leur soutien militant à tous ceux qui luttent contre le licenciement du camarade délégué CGT de Reims-Aviation et en particulier aux travailleurs de Reims-Aviation qui se montrent résolus dans la lutte pour leurs revendications et la réintégration de leur camarade par leur débrayage quotidien.

En licenciant un délégué CGT, le patron de Reims-Aviation démontre une nouvelle fois la volonté d'ensemble du patronat et du gouvernement de mettre au pas les syndicats et de faire obstacle à la volonté de lutte des travailleurs contre les effets de la crise.

C'est contre une nouvelle attaque aux libertés syndicales acquises par tous les travailleurs qu'il nous faut riposter le plus largement possible en soutenant les travailleurs de Reims-Aviation.

La classe ouvrière est concernée.

C'est en reforçant la solidarité la plus large déjà engagée que les travailleurs de Reims-Aviation remporteront la victoire.

Le PCRml et le PCML de Reims

Au Jour le Jour par Silvestre.

Reprise du travail au centre administratif de la BNP à Montreuil

LES travailleurs de BNP Montreuil viennent de reprendre le travail. Ce n'est que partie remise. Rappel : la grève a débuté le 15 novembre (c'était la journée d'action nationale CGT). Le personnel débraye en partie. C'est à l'assemblée générale et devant la poussée de la base que les section syndicales CGT, CDFT et FO appellent à la grève reconductible.

Les jours suivants, des entrevues avec la direction ne donnent pratiquement rien. Au contraire, celle-ci réprime. Vingt-sept blâmes seront envoyés aux grévistes les plus combatifs !

Le 23 novembre, le personnel décide en assemblée générale l'occupation des locaux. Elle sera organisée jour et nuit. Par deux fois, la direction enverra l'huissier pour constat d'occupation. D'autre part, la direction manœuvrera pour briser la grève avec l'aide de quelques non-grévistes et le personnel d'encadrement. Elle fera appel à des taxis pour faire écouler les travaux.

Le 7 décembre, un de ces taxis, repéré par les grévistes, foncera dans le tas. Deux délégués syndicaux l'éviteront de justesse et porteront plainte.

Mardi 12 décembre, manifestation à Paris avec les employés de Paribas, en grève eux aussi. Un gala aura lieu à Montreuil au bénéfice des grévistes.

Mercredi 13 décembre, nouvelle entrevue syndicats-direction. Le résultat est vague et peu enthousiasmant. La direction accorde :

— *Une augmentation des effectifs (par transfert d'employés d'autres centres BNP) de 25 personnes et l'engagement à remplacer, dès le 1er janvier, tous les départs prévus pour 1979.*

— *Une avancée de 15 à 20 points de classification salariale (étalée sur les années 1978-1979) et promotion pour 110 personnes, 3/4 en mai et 1/4 en novembre.*

— *Paiement des jours de grève à 40 % et retenue des 60 % étalée sur 6 mois.*

— *Discussion en Janvier sur le retrait des sanctions.*

Il faut savoir que, dernièrement, le pourcentage des grévistes était tombé de 90 à 60 %.

Le jeudi 14, dans la matinée, après vingt-neuf jours de grève, le personnel du centre administratif BNP-Montreuil reprend le travail.

Victoire, échec ? Comme le disent certains : « *C'est plutôt maigre* ». D'autres répondent : « *Isolés comme on était, pouvait-on espérer plus ?* » C'est pourtant un premier succès.

Ce qui est sûr, c'est qu'ils se sont bien battus contre la politique d'austérité de Giscard-Barre et que la lutte n'est que partie remise.

PTT

Arriver à se battre tous ensemble et en même temps

BORDEAUX centre de tri, une grève avec occupation qui a duré dix-sept jours, malgré l'intervention des flics à deux reprises. Nanterre et Issy-les-Moulineaux grève avec ici l'intervention dès le début de la police contre les piquets de grève. Caen-Gare en grève depuis lundi midi et actuellement occupation par les grévistes.

Paris-Brune, grève des ouvriers de la maintenance il y a une semaine, et débrayage dans la nuit de mercredi à jeudi. Pendant cette même nuit, à Créteil, la brigage D se met en grève la nuit et la 6-12 emboite le pas.

A Toulouse également, les télégraphistes ont fait grève pendant plusieurs jours.

Bobigny, deux jours de grève : le licenciement de trente auxiliaires est suspendu provisoirement, tout comme à Clignancourt où le personnel s'est aussi mobilisé pour empêcher le licenciement d'un auxiliaire en le maintenant sur le lieu de travail.

Toutes ces actions se sont déroulées depuis la mi-novembre. C'est un signe que la combativité des postiers augmente à nouveau et qu'ils n'entendent pas supporter passivement la crise. Ils se battent pour des revendications concrètes, précises qui les touchent directement. Ils sortent aussi de plus en plus de l'impasse des journées d'action sectorielles ou régionales qui n'amènent que défaitisme et suivent de plus en plus la seule voie qui puisse amener des résultats positifs, celle des grévistes de Pontoise, il y a quelques mois.

D'autres questions se font jour : comment riposters aux interventions des flics ? Comment se coordonner entre centres, c'est-à-dire comment arriver à se battre tous ensemble et en même temps pour tenir tête à l'offensive des Ségard, Barre et Giscard.

René BRÉAND

Centre de tri de Caen

Occupation

LE centre de tri de Caen est en grève depuis lundi midi. Cette grève est la conséquence du transport du courrier entre Paris-St-Lazare et Caen par camions privés. Rappelons les faits.

Récemment, l'administration inaugurait à grand renfort de publicité une première nationale, la rame automotrice postale. Cette rame de chemin de fer devait remplacer l'ambulant (train poste) qui employait 70 personnes et qui assurait le transport et le traitement du courrier entre Paris et Caen.

L'administration prévoyait un agent SNCF, un agent PTT sur cette rame, ce qui aboutissait à la grève des agents qui demandaient deux agents SNCF pour des raisons de sécurité.

L'administration préférait ne pas céder, laisser la rame au garage et faisait transporter le courrier par camions PTT. Cela jusqu'à dimanche soir où elle décidait de passer le transport à une société privée. L'administration comptait sur l'effet de surprise, la période des fêtes pour faire passer la pilule.

Les postiers de Caen-gare en ont décidé autrement. Ils ont refusé de décharger ces bahuts. Lundi midi, on donnait le choix aux gars du transbordement, service où les camions sont chargés et déchargés, entre décharger le bahut ou perdre une journée de salaire. Cela alors qu'ils avaient travaillé six heures et qu'il ne leur restait plus qu'une demi-heure à faire.

Les pressions ont abouti au résultat inverse. Car c'est le centre tout entier qui s'est solidarisé avec les gars du transbord. Cette grève est importante. Elle touche à un problème qui ne date pas d'aujourd'hui et qui s'amplifie : le démantèlement des PTT.

En effet, c'est le contrôle sur l'acheminement du courrier qui, à terme, peut échapper aux postiers. Cette sorte de sous-traitance systématique aux PTT que l'on retrouve pour l'entretien, pour le transport est un biais par lequel on pourra systématiquement attaquer les acquis des postiers.

Les postiers de Caen montrent l'exemple : s'opposer à toute attaque de l'administration en ce domaine. Le succès de cette lutte dépendra d'une part de la mobilisation à Caen-gare proprement dite, cette mobilisation est actuellement très forte, d'autre part de la mobilisation des autres centres de tri, ceux qui sont directement concernés, c'est-à-dire, St-Lazare et Evreux et les autres, car le problème est général.

Une audience avait lieu entre l'administration et les syndicats mercredi matin. Aucune concession n'a été faite du côté de l'administration, aussi le mouvement a-t-il été reconduit mercredi midi. La grève est largement suivie dans tous les services (80 %) environ et la période choisie touche les PTT de plein fouet car c'est une période où le courrier est très fort (Noël).

Jeudi matin, compte tenu de l'intransigeance de la direction, les travailleurs, après discussion dans la nuit, ont décidé d'occuper le centre pour durcir le mouvement. Au centre de tri de Paris-St-Lazare, par tracts, la CFDT a expliqué les raisons de la grève de Caen. Dans un premier temps, elle appelle à ne pas charger de camions NJR (nom de la boite privée qui fait le transport), elle appelle également le personnel à se mobiliser pour soutenir plus puissamment les grévistes, notamment en cas d'intervention des flics. Les assemblées générales qui ont été faites ont connu également une très forte participation. Un exemple à suivre et à généraliser pour contraindre l'administration à reculer.

Correspondant

Créteil-CTA

En grève

DANS la nuit de mercredi à jeudi, un conducteur de transbord (c'est-à-dire un chef) demande à treize préposés de faire du travail supplémentaire en échange d'un allongement de leur pause. La pause arrive et le chef refuse d'accorder ce qu'il avait dit. Immédiatement, les préposés arrêtent le travail. Treize procès verbaux tombent. A la pause de la brigade, se tient une assemblée générale et 90 % de travailleurs se mettent en grève. Vers 5 heures du matin, le directeur pointe son nez et refuse de recevoir les grévistes. Tous les travailleurs se massent alors dans le couloir, exigeant que les procès verbaux soient déchirés sur le champ. Pas de réponse. A 6 heures du matin, en solidarité avec la brigade de nuit, une partie de la 6-12 se met à son tour en grève.

Jeudi après-midi, lors de la négociation avec les représentants syndicaux, le directeur dira que, pour le moment, les PV ne sont pas transformés en sanctions et qu'il allait faire faire un complément d'enquête. Si c'était pour lui une façon de faire pourrir la situation, il a été averti que la grève redémarrait. En attendant, les grévistes ont repris le travail et poursuivent le travail d'explication en direction des autres brigades.

Rennes : création d'un comité contre la circulaire Bonnet

SUITE au refus de renouvellement de la carte de séjour de plusieurs étudiants étrangers, en application de la circulaire Bonnet No 77 524, un comité contre les expulsions des étudiants étrangers s'est crée à Rennes. Ce comité vise à la défense des étudiants étrangers concernés (des expulsions ont déjà eu lieu) et pour le 29 décembre trois étudiants sont directement menacés.

Il a aussi pour but de donner une information et créer une large mobilisation pour l'abrogation de la circulaire Bonnet. Ce comité appelle à une manifestation le lundi 18 à 17 heures place de la mairie.

Ce comité est soutenu par : MAS-UNEF, UNEM, UNECI, AEEFC, AEAR, ANECA, AEUF, GUPS, AGEG, UGLF, UNEJ, SGEN-CFDT, les cheminots CFDT, FO, UD-CGT, OCI, PS, PCML, PCRml, OCFML, JCMLF, LCR, PCF (section universitaire).

Appel des stagiaires Léo Lagrange

NOUS faisons partie d'un stage préformation Barre sous l'égide du ministère du travail depuis le 16 octobre pour une durée de six mois. Nous n'avons toujours pas nos salaires. Nous exigeons d'être payé avant le 25 décembre ; un véritable statut de salarié ce qui signifie : un salaire minimum égal à cent pour cent du SMIC pour tous, quel que soit notre âge, le droit au chômage lorsqu'il n'y a pas d'embauche en fin de stage, le paiement régulier de notre salaire, des primes de repas et de transport, des indemnités conséquentes en cas de maladie ; un diplôme reconnu par l'Etat ; les mêmes droits pour tous quel que soit notre âge.

Pour tout renseignement complémentaire, nous joindre soit au Club Léo Lagrange de Levallois au : 737-12-13, soit à l'ARC de Clichy au : 270-03-18.

Les stagiaires

Ce texte a été élaboré au cour d'une assemblée qui a regroupé plus de 70 stagiaires.

Licenciements dans la sidérurgie

Des ripostes dispersées pour une attaque commune

LES maîtres des forges mettent en application leurs plans pour rendre la sidérurgie française compétitive : résultat, 27 000 licenciements confirmés cette semaine dans les groupes Usinor-Châtillon et Sacilor-Sollac. 27 000 travailleurs qui, dans le Nord et en Lorraine, sont menacés du chômage. Et ce ne sont pas les premiers. Le premier plan « acier » avait jété 20 000 travailleurs sur la pavé en 1976/1977.

C'est une attaque de d'ampleur. Mais plus de 100 000 travailleurs (135 000 aujourd'hui dans la sidérurgie) c'est aussi une force considérable, Ne peut-elle faire échec aux plans patronaux ? Nous publions ici deux témoignages de sidérurgiste du Nord qui laissent à réfléchir : c'est difficile de lutter hier et aujourd'hui, même si la colère des travailleurs est très grande. Pour gagner, il faut l'unité et des directions syndicales qui se donnent pour objectif de développer et renforcer cette unité. Le témoignage du travailleur d'Usinor-Louvroil montre que ça n'a pas été le cas en 1976. Le témoignage du travailleur d'Outreau prouve que des erreurs sont commises encore aujourd'hui. Erreurs ? On peut d'ailleurs se poser la question en voyant les premières réactions syndicales depuis deux jours : les directions syndicales nancéennes ont fait acclamer le choix de Neuves-maisons comme un acquis de la lutte, sans se préoccuper de la disparition de Longwy.

Dans les régions menacées, la riposte s'organise en ordre dispersé, chacun de son côté, alors que l'attaque est commune : les syndicats CGT, CFDT, FO, CGC, SNES et SNI de Meurthe-et-Moselle ont décidé une journée d'action interprofessionnelle le 19 décembre, dans le bassin lorrain, mettant ainsi plus l'accent sur l'aspect local que sur la solidarité de tous les sidérurgistes, qu'ils soient du Nord ou de Lorraine.

A Trith-St-Léger, dans le Nord, les syndicats CGT et CFDT appellent à une grève générale et un rassemblement devant la direction d'Usinor.

A Denain et à Valenciennes, CGT, CFDT, FO et CGC cherchent des types d'actions « nouveaux » et en attendant de trouver, n'organisent aucune riposte, laissant d'idée qu'on *« ne peut rien faire avant Noël »* gagner du terrain. De plus, si la lutte pour *les 35 heures et la 5e équipe* est tout a fait juste, est-il opportun de la mettre en avant comme le font les directions syndicales aujourd'hui, au lieu de celle *contre tout licenciement dans la sidérurgie* ? N'est-ce pas dévier la cible et baisser les bras contre les licenciements ?

Quand sera-t-il temps de lutter tous ensemble ? Dans quelques semaines quand les licenciements seront effectifs, il sera trop tard et les protestations ne serviront plus à rien. Les sidérurgistes allemands, eux, ne se sont pas laissés enfermer dans la division et l'attentisme et luttent les 40 000 ensemble. C'est certainement la seule voie aujourd'hui pour les sidérurgistes de France.

Claire MASSON

Le numéro 18 de Prolétariat va paraitre

SOMMAIRE

Éditorial :
Dire la vérité sur le Kampuchea, exiger du gouvernement la reconnaissance diplomatique (Camille GRANOT).
International :
Préparatifs de guerre en Asie du Sud-Est (Camille GRANOT).
Document :
Interview du camarade Pol Pot par la délégation des journalistes yougoslaves.
Chine :
« Démaoïsation » ou application de la pensée-mao-tsétoung ? Par Alain CASTAN.
Jeunesse :
Avoir vingt ans aujourd'hui par Pierre BURNAND.
Société :
Contribution à l'analyse des classes en France par Pierre BAUBY.
Front culturel :
Emile Zola et le réalisme par Léon CLADEL.
Notes de lecture :
Cinq livres sur le Kampuchea par Michel VIVIANT.
Ecole du Parti :
Exposé sur le centralisme démocratique par Camille GRANOT.

Le No 18 paraitra le 22 décembre

Abonnez-vous : un an 52 F, abonnement de soutien 80 F. Prolétariat BP 320-13213 Marseille Cedex 01 — CCP 2130 89 H Marseille.

Boulogne-sur-mer (Outreau)

Les ouvriers reprennent le travail jeudi 14 mais «On continue le combat»

LUNDI, au piquet de grève, les travailleurs avec qui nous avons discuté étaient assez inquiets car c'est par un vote à bulletin secret que l'assemblée générale de mardi devait décider de la poursuite de la grève ou non.

Ils n'étaient pas d'accord avec ce type de vote auquel, de plus, la maîtrise devait participer, et de fait, c'est la reprise qui a été votée... mais à 60 voix de différence, environ.

Un grand nombre de gars ne voulaient pas reprendre, mais malgré tout la reprise du travail se fera jeudi pour éviter, nous a expliqué le responsable de la section CGT, un affrontement entre ceux qui veulent reprendre et le piquet de grève : *« Mais on continue le combat, les 1 050 licenciements sont toujours là et pour nous la reprise est temporaire. Il faut remobiliser. Mais je le dis franchement il y a eu une erreur commise de la part des centrales syndicales. C'est de demander le vote à bulletins secrets ».*

Malgré tout, la combativité semble rester forte et les neuf jours de grève sont un acquis.

Toujours est-il que seule l'occupation, seule une action sans compromission, fera céder le patron. Pas un seul licenciement aux APO !

Correspondant HR

RECTIFICATIF : Dans notre édition du mercredi 13 décembre, c'est par erreur que nous écrivions en page une que 1 000 licenciements étaient prévus à Usinor-Dunkerque. En fait, pour le Nord, les licenciements annoncés se répartissent comme suit : 5 000 à Usinor-Denain, 550 à Usinor-Trith-Saint-Léger (cela jusqu'à l'échéance de juin 1979) et de 420 à la Chiers à Anzin, soit près de 6 000 licenciements pour le Valenciennois. Plus les 1050 licenciements des APO à Boulogne. A Usinor-Dunkerque, les syndicats craignaient une réduction d'effectifs aux services centraux portant sur un millier de personnes. Pour l'instant, cette mesure n'a pas été prononcée. Il en va de même pour l'usine sidérurgique d'Isbergues occupant 3 050 personnes et on craignait la fermeture de l'aciérie. Mais là aussi aucun licenciement pour l'instant. Pour la sidérurgie du Nord, au total plus de 7 000 licenciements ont été annoncés ces derniers jours.

BP du Nord

TEMOIGNAGE

Un ancien délégué CGT d'Usinor-Louvroil raconte

Comment les patrons ont gagné sur toute la ligne

JEAN Gosset était un ancien délégué CGT à Usinor-Louvroil (Maubeuge). Aujourd'hui, il travaille à Usinor-Dunkerque.

Avec amertume, ce camarade qui n'a cessé de consacrer toutes ses forces à la défense de la classe ouvrière nous a raconté la défaite des sidérurgistes de Louvroil, en 1976.

Tout ouvrier aura à cœur d'en tirer la leçon à l'heure où des licenciements par milliers frappent les travailleurs de la sidérurgie.

Nous disons pour notre part : oui ! Il faut barrer la route à cette néfaste tactique syndicale suivie à Thionville après Maubeuge, il faut mettre en échec la ligne de trahison qui permet aux barons de l'acier d'appliquer leurs plans en toute quiétude.

« A Louvroil, Usinor possédait deux hauts fourneaux, une aciérie Thomas et deux trains de laminoirs. En 1969, c'était l'arrêt de la production de métal. Le haut fourneau le plus moderne d'Europe qui était installé là a été fermé puis dynamité. Ce qui prouvait que, quand il en va de leurs profits, les patrons ne liquident pas que les vieux trucs.

Mais là, en 1969, il n'y a pas eu de licenciements. En juin 1976, c'est l'arrêt du train des 280 et, en décembre 1976, est annoncé l'arrêt du train des 350. Ainsi, au départ l'usine a été coupée en deux : la moitié seulement devait fermer, disaient les patrons. Le syndicat a dit la même chose...

Cette illusion a été ainsi entretenue par le syndicat qui disait : le vieux train n'est plus valable, il n'est plus rentable, etc. Pourtant, le haut fourneau est dynamité, ça avait déjà prouvé le contraire.

Bref, ça a fait une scission entre les gars menacés et les autres. Deux mois après, jour pour jour, c'était l'annonce de la fermeture. Alors, à ce moment-là, les gars ont dit : vous n'avez pas bougé pour nous, on ne bougera pas pour vous... Cette division entre les ouvriers, c'est la faute au syndicat qui a joué la carte de survie du train des 350.

Entre 1966 et 1976, le nombre de travailleurs était passé de 2 500 à 806. A l'annonce de la fermeture, on a fait deux, trois manifestations ; on a été à Lille, à Paris, à Valenciennes. Il n'y a pas eu d'occupation ou très peu et pas soutenue. Faut dire que la confédération nous a laissés tomber : depuis la plate-forme qu'on avait présentée au 37e congrès de la CGT, en 1969, on était à l'écart (1). Il n'y a eu aucune lutte au niveau du trust.

Les semaines passaient et on allait de petit débrayage en petit débrayage. Il y a eu des ballades à Paris. On faisait des « marches du cœur », des promenades : le parcours était tout tracé, si tu voulais tourner à gauche, on te disait : " Non, c'est pas par là, ça a été prévu qu'on passait par là ". A Maubeuge, on ne devait occuper que la moitié de la route (pour... laisser passer les voitures). A Louvroil, on n'a jamais rien fait d'efficace, ça s'est toujours passé « dans le calme et la dignité », on n'a jamais eu les CRS !

Et puis, il y avait les élections, il a fallu alors travailler, reprendre le travail... C'était la pleine période des élections municipales, alors les appuis politiques n'ont pas manqué.

Pour le PCF, ça tombait à pic, il a enlevé la mairie de Louvroil, mais, pour Usinor, le patron gagnait sur toute la ligne. (Il me montre une coupure d'article de *Liberté* (2) à propos d'Usinor-Louvroil : « Seule l'action unie et de masse peut faire reculer le patronat et le gouvernement »). Oui, mais encore faut-il la faire cette action !

A Louvroil, il y a toujours des chômeurs Usinor de 1977. Les maisons proposées par Usinor à son personnel, ça coûtait 3,6 millions. Tous les gars ont sauté sur l'occasion. Et maintenant ! J'en connais un qui avait été licencié de Louvroil et embauché à Denain. Il faisait la navette tous les jours, 50 km. Et maintenant, demain... Louvroil aujourd'hui, c'est triste. »

---

(1) : Voir le texte de l'intervention de la section CGT Usinor-Louvroil au 37e congrès de la CGT paru dans HR No 965 du 4 et 5 novembre 1978. Cet article est intitulé : « Les travailleurs d'Usinor-Louvroil saluent fraternellement le 37e congrès ».

(2) Liberté, c'est le journal du PCF du Nord.

SECURITE SOCIALE

11 millions pris aux travailleurs

LE conseil des ministres du 13 décembre a décidé l'augmentation des cotisations des assurés sociaux. Le prétexte invoqué est le prétendu déficit de la Sécurité sociale qui s'éleverait pour 1978 à six milliards et à 17 milliards en 1979. Les cotisations des assurés (essentiellement des travailleurs) seront augmentées de 3 % d'ici 1980 pour l'assurance-maladie. Pour l'assurance-vieillesse, l'augmentation sera de 1,25 %. Au total, le pouvoir d'achat des travailleurs sera amputé de 1,25 à 2 %. Et cela alors que le coût de la vie augmente sans cesse.

Le conseil des ministres de mercredi dernier a décidé de faire supporter aux assurés sociaux qui sont essentiellement des travailleurs le financement des deux tiers du « trou » de la Sécurité sociale (dans le No d'HR du 13 décembre, nous faisons le point sur cette question du déficit).

Les assurés sociaux devront débourser onze milliards de francs, les patrons, eux, ne financeront que le tiers du déficit. De plus, ni eux, ni l'Etat ne devront rembourser leurs dettes qui s'élèvent à quinze milliards.

Pour l'assurance-maladie, les cotisations pour les salaires supérieurs à 4 000 F (plafond actuel) seront augmentées de 2 %, les patrons payant aussi 2 % supplémentaires. Ces majorations entreront en vigueur le 1er janvier prochain. Une autre majoration de 1 % aura lieu le 1er janvier 1980 et sera payée par les seuls assurés.

Pour les commerçants et les artisans (non salariés, non agricoles), les cotisations seront augmentées de 3 %. Au total, ces augmentations des cotisations permettront au pouvoir de disposer de quatre milliards supplémentaires.

En ce qui concerne l'assurance-vieillesse, les travailleurs paieront des cotisations majorées de 1,25 %. Les patrons ne paieront que 0,50 % de plus.

Cette augmentation va rapporter à l'Etat 7 milliards de francs.

Ces augmentations auront pour effet de diminuer le salaire des travailleurs de 1,25 % à 2 % environ. Un ouvrier ou un employé qui touche un salaire de 2 500 francs cotisera désormais à la Sécurité sociale pour la somme de 400 F dans l'année. Un salarié touchant 4 000 F par mois verra son salaire amputé dans l'année de 650 F. Il faut aussi noter que les cadres sont particulièrement touchés par ces mesures. Dans la foulée, le gouvernement a mis à l'étude un projet de loi destiné à faire payer une cotisation sur les retraites des salariés.

Non content de rogner sur les salaires, sous le prétexte de la Sécurité sociale, le conseil des ministres a décidé de *ralentir la croissance des dépenses de santé au cours des trois prochaines années.* Les hôpitaux devront accepter moins de malades et diminuer leurs dépenses. Les médecins seront contrôlés pour les obliger à restreindre leurs ordonnances.

Le pouvoir laisse entendre que les augmentations décidées mercredi seraient insuffisantes. Déjà de nouveaux sacrifices se profilent donc à l'horizon.

20 millions pour fin décembre

«J'estime que cet argent doit vous revenir»

Camarades,

AVEC un peu de retard, je vous joins un chèque postal de 1 126 F pour soutenir financièrement le quotidien. Cette modeste somme correspond à la moitié de ma part d'héritage provenant d'un oncle décédé il y a quelques mois, l'autre moitié je l'ai offert à ma mère qui ne touche que la semi-retraite de mon père, employé SNCF, décédé il y a cinq ans.

Je n'entends pas profiter personnelement de cette somme que je n'ai pas obtenue par mon travail comme beaucoup de personnes dans notre société actuelle, je ne suis pas habitué à gagner de l'argent aussi facilement. J'estime que cet argent doit vous revenir : vous en ferez un bon usage pour le bien des travailleurs.

Si, jusqu'à maintenant, je n'ai pas participé à la campagne de soutien actuelle, c'est en grande partie à cause de mon isolement (j'habite dans une petite bourgade de campagne) et surtout à une tendance habituelle à remettre au lendemain ce que je peux faire le jour même. Pourtant, je me rends bien compte que faire vivre un journal prolétarien comme **L'Humanité rouge** *exige des moyens en personnel, en matériel, et en finances. Malgré ses faibles moyens, ce journal a fait beaucoup de progrès tant dans la forme que le fond depuis sa parution tri-hebdomadaire puis quotidienne qui remonte, si mes souvenirs sont exacts, à un certain 1er mai 1975.*

Si le quotidien est diffusé dans les kiosques, par contre le bimensuel lui ne l'est pas, c'est pourquoi je m'y abonnes pour un an en y joignant un chèque de 100 F.

Avec mes sincères salutations communistes.

Pour la souscription, avec les camarades de Chatellerault

Samedi 2 décembre, je me suis rendu à Châtellerault où les camarades organisaient, à l'occasion du week-end national de souscription, une vente de cartes de vœux, d'objets artisanaux chinois, de livres d'enfants et de classiques du marxisme-léninisme en provenance de Chine populaire.

*Installés le matin sur un marché populaire, l'après-midi sur un plateau piétonnier, les camarades avaient bien préparé leur stand : les cartes de vœux étaient disposées dans un parapluie noir, les petits objets (taille-crayon, poupées à suspendre, éventails, figurines de verre...) étaient suspendues à une armature en tube et présentées dans des petites boites transparentes ; le tout était très attrayant. Chaque acheteur avait un spécimen du quotidien et un tract présentant l'*Humanité rouge : Un journal pas comme les autres.

En quelque trois heures de présence, les camarades ont fait 160 F de recette, ce qui est très encourageant pour cette première expérience de souscription de masse à Châtellerault.

Correspondant régional (Loire-Océan)

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	37 985 F
Supplément à réabonnement quotidien	
GCH et OG St-Brieuc	150 F
BP St-Ouen-l'Aumone	10 F
GLF - Vendée	50 F
FD Neuilly	150 F
MM Berck	12,50 F
RJ Carcassonne	170 F
JM. Velizy	60 F
GPR - Rennes	20 F
JCK Rennes	40 F
MH Yvelines	150 F
JCL Lussan	70 F
C.B. Rennes	10 F
CP Commune de Paris (Région parisienne	2100 F
Sur la vente de calendriers CP Commune de Paris	56 F
Un camarade des PTT - Brest	1 000 F
Un couple de camarades - Brest	300 F
Deux camarades ouvriers Lorient	200 F
Des marxistes-léninistes de Vendée	2 338,50 F
CPR-Bretagne-Rennes	650 F
Souscription Corse	300 F
Section PCML - Quimper	700 F
Une élève-infirmière de Chateauroux	20 F
Un élève-infirmier de Châteauroux	50 F
Une institutrice	100 F
Un camarade	50 F
Cellule du PCML - Indre	400 F
NOUVEAU TOTAL AU 12 DÉCEMBRE 1978	45 169 F

Télévision

Festival Charlie Chaplin sur TF1

CETTE semaine, TF1 présente plusieurs films de Charlie Chaplin, celui que l'on n'appelle plus que Charlot. Ce grand acteur qu'on a comparé à Molière et à Shakespeare est mort il y a bientôt un an.

LUNDI 18 DÉCEMBRE
Le Kid à 20 h 30

C'est l'histoire d'un pauvre vitrier qui recueille et élève un enfant abandonné par sa mère, victime d'un séducteur. Le petit garçon casse des carreaux pour aider son père adoptif qui l'arrache à des dames-patronnesses, puis le rend à sa mère devenue riche. C'est le premier long métrage de Chaplin (80 minutes de projection). Ce film est largement autobiographique ; Charlot y a mis de nombreux souvenirs de son enfance dans les faubourgs.

MERCREDI 20 DÉCEMBRE

La revue de Charlot sur TF1 à 22 heures

Le Pélerin : c'est l'histoire d'un forçat évadé, déguisé en pasteur. Il est pris pour un vrai par le bedeau qui l'accueille dans une petite ville où il fait la cour à une jeune fille. Ce film est plein de scènes très drôles en particulier le sermon où Charlot-pasteur mime le combat de David et Goliath. Ce film fait un peu penser au Tartuffe de Molière. Il dénonce l'hypocrisie et l'étroitesse d'esprit des puritains. Charlot se fit beaucoup d'ennemis.

Charlot soldat

Ce film très courageux fut réalisé avant l'Armistice. C'est une violente satire de la guerre impérialiste. On y voit la description réaliste de la vie dans les tranchées inondées. Charlot avait fait un film plus long à l'origine, mais la censure lui fit couper certaines séquences trop critiques. On voyait Charlot, après sa victoire, reçu par Poincaré, Georges V et Wilson. Charlot arrachait leurs boutons de culotte comme souvenir et les obligeait à fuir en retenant leurs pantalons.

JEUDI 21 DÉDEMBRE
Les Lumières de la ville a 20 h 35 sur TF1

C'est le dernier film muet de Charlot. Un chômeur (Charlot) tombe amoureux d'une fleuriste aveugle et se lie avec un millionnaire généreux quand il est ivre, mais rapace à jeun. Après avoir essayé de gagner de l'argent comme balayeur puis comme boxeur, il lui prend une forte somme pour rendre la vue à la fleuriste. Au sortir de prison, il retrouve la jeune aveugle guérie. On trouve dans ce film l'inauguration de la statue de la prospérité sur laquelle dort le chômeur Charlot. Le film repose aussi sur les différences et la contradiction entre Charlot le chômeur et le millionnaire excentrique, au fur et à mesure que le fossé se creuse Charlot se rapproche de la jeune aveugle. Le film a été tourné pendant la grande crise économique de 1928, il est sorti en 1931.

MARDI 19 DÉCEMBRE
Charlot, le gentleman vagabond à 20 h 35 sur Antenne 2 aux dossiers de l'écran

Ce film est un montage sur la jeunesse, la vie et la carrière de Charlot. Il est constitué des plus célèbres séquences des films de Charlot. Charlie Chaplin dans tous ses films fait une critique virulente de la société de son époque , ses films sont le reflet vivant de la réalité et des événements qui touchent les travailleurs. Chaplin utilise une arme formidable : l'humour, humour qui frappe la bonne cible, humour qu'il tire de l'observation de la vie du peuple. Dans ses films, le peuple, les travailleurs sont toujours montrés avec tendresse et sympathie.

SAMEDI 23 DÉCEMBRE
Mazarin à 20 h 30 sur TF1

C'est la deuxième partie du film qui montre la lutte de Mazarin contre la fronde des grands seigneurs féodaux pour construire un Etat centralisé.

MARDI 19 DÉCEMBRE
Vivre demain à 22 h 30 sur TF1

Un documentaire de Roger Pic en collaboration avec l'UNICEF sur les enfants du tiers monde.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Le chômage des jeunes à la campagne

POUR les jeunes campagnards il y a deux solutions, soit aller à la ville où ils se retrouvent souvent au chômage, soit rester chez eux et chercher du travail dans les petites entreprises, à moins de travailler dans la ferme de leurs parents.

Ceux qui restent à la campagne sont rarements déclarés comme chômeurs, mais comme aides-familiaux (ils sont censés aider au travail de la ferme).

La ferme étant petite, leur revenu ne permet pas aux parents de donner un salaire entier à leurs enfants. Ils ne leurs donnent que l'argent de poche, ce qui fait que les jeunes sont sous la totale dépendance de leurs parents.

Cette situation entraine de nombreux conflits car les parents profitent de leur pouvoir financier pour imposer leurs idées à leurs enfants.

Par exemple, dans le cas de Nicole, ses parents veulent l'obliger à aller à la messe alors qu'ils ne disent rien à son frère, qui a une situation.

De plus le statut d'aide-familiale ne donne droit à aucune garantie sociale (ou presque) : pas de salaire minimum, pas d'indemnités de chômage si on quitte la ferme. Souvent les jeunes voudraient s'installer comme paysans, mais il faut beaucoup d'argent et le taux des emprunts est élevé.

Une autre solution, qui se développe de plus en plus, est celle des cours par correspondance, avec un statut de lycéen.

Il faut payer et on a une prétendue formation. Tous les ans au mois de septembre des démarcheurs font du porte à porte, proposent ces contrats. Leur refrain est bien connu : *« Cela ne l'empêche pas de chercher un travail pendant ce temps il ne perd pas ses connaissances et il n'est pas au chômage »*.

Les droits des chômeurs sont mal connus à la campagne et la plupart d'entre eux ne savent pas ce qu'est une allocation chômage. Il faut dire qu'il y a peu de gros patrons et que la densité des chômeurs est beaucoup moins grande qu'en ville. Ces chômeurs ne gênent pas la bourgeoisie. Ils ne parlent jamais, ils existent pourtant mais ils ne connaissent pas leurs droits, ils sont éparpillés, divisés et souvent camouflés par les parents.

Article réalisé avec jeune campagnard ouvrier à Rennes correspondant JCMLF Rennes

Montpellier

170 personnes au meeting sur le Kampuchea (Cambodge)

APRES la visite de la délégation de notre Parti au Kampuchea (Cambodge) et son compte-rendu dans le quotidien et en public, l'ensemble des militants de Montpellier s'est mobilisé d'abord pour approfondir sa propre connaissance du Kampuchea et ensuite pour informer largement et répandre les témoignages sur ce qu'a vu la délégation au Kampuchea afin de contrecarrer les prétendues révélations faites à la radio, à la télévision ou dans la presse.

Le 23 novembre s'est tenue une soirée organisée par le CISKD (Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique), soutenu activement par le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

Les cellules avaient fait des affiches manuscrites appelant à participer à cette soirée. Elles ont été collées dans la ville.

Des panneaux ont été réalisés et exposés sur les marchés, aux portes des usines, à l'entrée de l'hôpital, au restaurant universitaire, appelant à la soirée.

Les discussions au cours de la fête de la *Marseillaise* (journal régional du PCF) expliquent la présence de militants du PCF à ce meeting.

Des discussions ont eu lieu aussi aux tables de vente et des questions ont été posées portant sur le fait de savoir qui était l'agresseur du Vietnam ou du Kampuchea et sur les « massacres » après lalibération du Kampuchea.

Il a été répondu à ces questions par les camarades qui ont mis en avant le fait que les combats se déroulaient sur le territoire du Kampuchea, que le Vietnam avait 50 millions d'habitants et une puissante armée tandis que le Kampuchea ne comptait que 8 millions d'habitants et une petite armée et qulil ne cherchait pas la guerre. Pour les « massacres » à la Libération, il a été fait un parallèle avec la liquidation des kollabos chez nous en 1944.

Ce travail de popularisation et d'explication joint à celui du CISKD a permis de rassembler 170 personnes à la soirée. C'est un résultat positif.

Correspondant Montpellier

Grève des personnels de service des IUT de Toulouse-Rangueil

LUNDI 20 novembre, les agents de service des IUT de Toulouse se sont mis en grève reconductible chaque jour. Ils réclament des créations de poste, la reconversion des personnels après accident ou maladie, le remplacement du personnel malade.

Ainsi, 23 agents doivent s'occuper de locaux utilisés par 2 500 élèves. Cela représente une surface 1 900 mètres carrés par agent à nettoyer alors que les normes sont de 1 200.

Cela accuse un manque d'environ 7 personnes. L'ambiguité du statut des agents de services des IUT à cheval entre le secondaire et le supérieur leur permettrait de se référer à d'autres normes prenant en compte non pas la superficie mais le nombre d'utilisateurs des locaux, ce qui porterait à vingt-et-un le nombre d'agents en moins.

Actuellement, le personnel malade n'est remplacé qu'au-delà d'un mois d'absence. Le personnel vacataire subit une ségrégation au niveau des congés payés. Aucune disposition administrative n'a été prise à leur égard alors qu'elles sont depuis deux ans légalement en vigueur.

Depuis le début de la grève, des démarches ont été faites auprès du préfet et du recteur, aucune n'a abouti ; le pouvoir représenté par l'administration locale — présidents d'IUT et d'université — s'en tient à l'austérité.

Aujourd'hui les locaux sont très sales, montrant ainsi l'énorme travail demandé au personnel. Chaque jour la solidarité avec les enseignants et les étudiants se fait plus grande. Ces derniers ont réclamé la fermeture des locaux les plus sales et affirment leur opposition à toute action de sabotage tendant à réduire l'action des grévistes.

Cette grève est suivie à 100 % par le personnel. Au bout de trois semaines de lutte leur combativité est toujours intacte.

Correspondant

Grenoble : après 11 jours de grève les éboueurs, chauffeurs et cantonniers ont gagné !

LES chauffeurs ont obtenu le reclassement, les cantonniers eux ont obtenu une prime de 100 F, quant aux éboueurs, ils ont eu 50 F et deux jours de repos consécutifs dont le dimanche.

Tous ont obtenu le paiement de 8 des 11 jours de grève. L'attitude de la mairie PC-PS est édifiante. Comme tout bon patron elle a essayé de diviser les travailleurs, accédant pour certains, à des revendications, faisant des promesses pour les autres et repoussant les négociations après la grève.

Qu'on en juge ! De vrais marchands de tapis ! Il a fallu la détermination des travailleurs et un piquet bloquant le départ des bennes des non-grévistes pour qu'ils lâchent. Lundi 4, 10 heures, comptant sur le pourrissement, le maire Dubedout, ne veut rien lâcher que le reclassement des chauffeurs et la prime pour les cantonniers.

11 h 30, la municipalité, par chef de service interposé, sonde les syndicats. Elle est prête à lâcher le paiement de la moitié des jours de grève et ne fait plus obligation aux éboueurs du nettoyage des marchés, qui contraignaient ceux-ci à travailler le dimanche pour avoir deux jours de repos consécutifs.

A 18 h, il paie 8 jours de grève sur 11 et mardi matin, il lâche enfin 50 F de prime pour les éboueurs. Les travailleurs décident alors de reprendre dans l'unité. Mais nos élus n'en ont pas fini avec les travailleurs. Au bureau d'aide sociale, les agents luttent par des grèves tournantes contre le licenciement de 7 aides-ménagères.

Correspondant Grenoble

BLOC-NOTES

AGEN

Une soirée de connaissance du Kampuchea démocratique (Cambodge)

16 h : exposition, livres photos
17 h : montage-diapositives réalisé par la délégation du PCML ayant visité le Kampuchea
18 h : deux forums : sur l'agression vietnamienne et sur la réalité sociale, économique et politique du Kampuchea, animé par un patriote kampuchean.
20 h : buffet
21 h : film : la véritable nature de l'agression vietnamienne. (La soirée débutera par une intervention du PCML (cellule d'Agen) puis par celle d'un patriote kampuchean. Un débat à la fin du film clôturera cette soirée d'amitié avec le Kampuchea.

Cette soirée, organisée par le PCML d'Agen, aura lieu le samedi 16 décembre de 16 heures à 24 heures au terrain des Iles.

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de *L'Humanité rouge*. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979.

Nous ferons des rendez-vous tous les quinze jours pour faire le point.

Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous pulions et publierons un classement par cellule d'une part et d'autre part nous proposerons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois au moins (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les réglements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM . . . . . .
PRENOM . . . . . .
Lieu de travail . . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

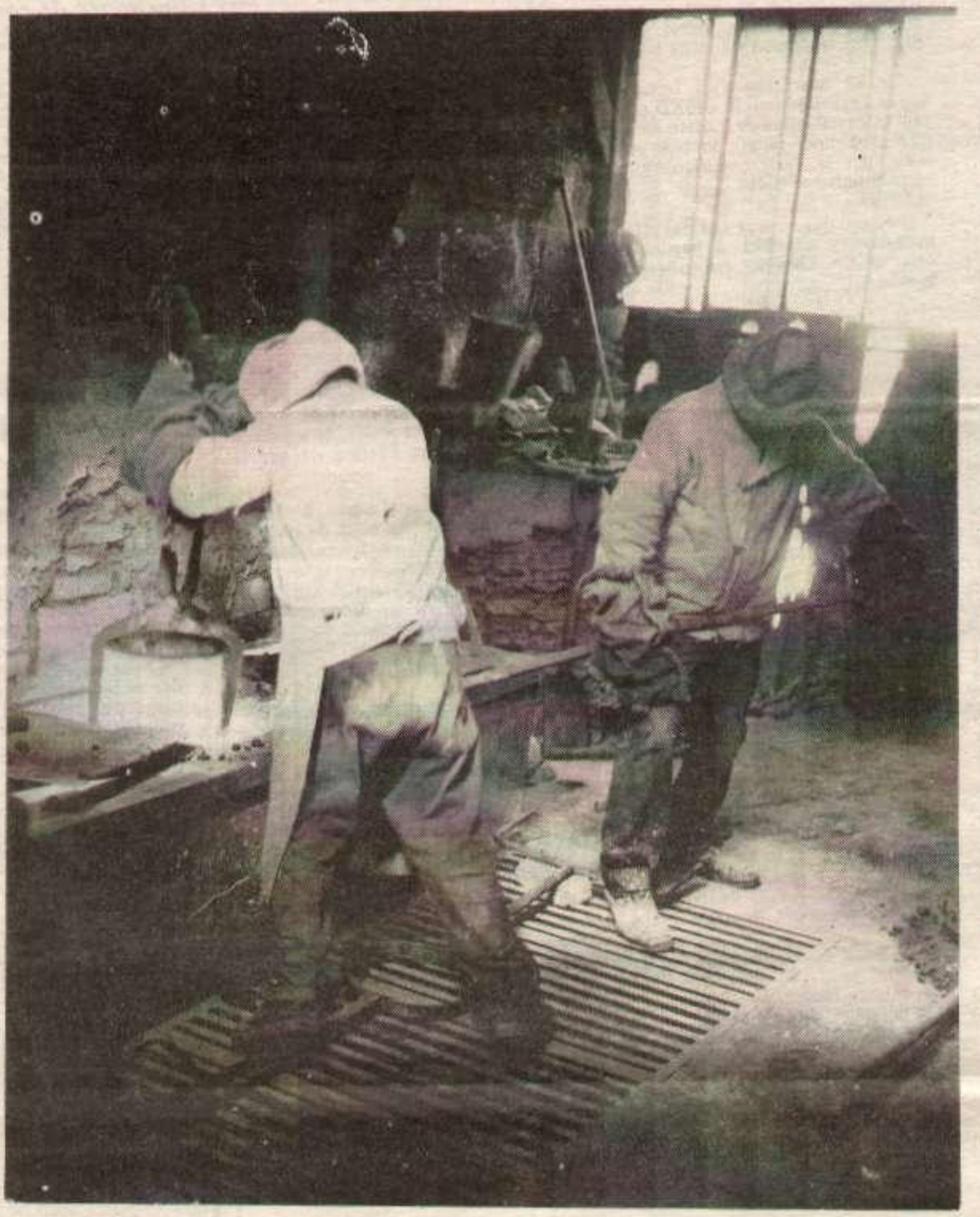
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
L'Humanité rouge — Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Entre le capital et le prolétariat

Quel avenir pour les artisans ?

NOUS publions ici la contribution d'un lecteur à propos des artisans. Sa correspondance vient en réponse à une lettre de lecteur qui, de fait, assimilait les artisans , les cadres et techniciens aux petits et moyens patrons et même aux capitalistes monopolistes, ce qui bien sûr est erroné. Si comme le souligne justement le camarade, le « monde des artisans » ne constitue pas une priorité d'implantation pour notre Parti, l'appréciation correcte de leur place dans la disposition des forces de classe dans notre pays n'en est pas moins importante. En effet, c'est à partir d'une telle analyse que la classe ouvrière pourra établir les alliances qui lui sont nécessaires pour triompher de la bourgeoisie capitaliste et de l'État des monopoles. Seule, la classe ouvrière ne peut vaincre. C'est le combat de tout le peuple qu'elle doit organiser et diriger pour en finir avec le système d'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce sens, de telles contributions sont précieuses.



Artisans-fondeurs au travail

Je vais vous dire pourquoi j'étais révolté.

Je suis fils d'un artisan qui est mort pour les monopoles. Mon père était représentant mécanicien, et c'est usé qu'il devait décéder dans un accident de la route !

De son vivant, il employait mon frère sans le payer. Et quand il est mort, mon frère prit sa suite avec pour héritage 6 000 000 anciens francs de dettes.

Je fréquente des artisans dans ma famille, parmi mes amis. Par ailleurs, pour le parti, dans ma famille ou parmi mes amis, je fréquente des jeunes ouvriers de Citroën ou autres qui n'ont qu'un rêve, c'est de devenir artisan.

POURQUOI DEVENIR ARTISAN ?

Il faudrait se poser la question, qu'est-ce qui les pousse à refuser la vie d'ouvriers ?

D'abord par l'entourage familial ou autre, ils se font vite une idée de l'esclavage que constitue le travail à la chaine.

Ensuite, dans les CET (LEP) ou LT, qu'est-ce qu'on est chargé de leur apprendre ?

Il y a 10 ou 15 ans, on y formait de bons ouvriers, connaissant les secrets de leurs métiers, pouvant maitriser la machine. On apprenait à réussir de belles pièces, de bons assemblages... Depuis les professeurs ont été chargés d'enseigner « les séries ». Ceci consiste à ne réaliser qu'une ou deux faces d'une pièce mais en tenant des cadences. Le futur ouvrier commence par ignorer la technique qu'il sera chargé d'appliquer. Ce que Marx explique très bien quand il dit que le capitalisme enlève le savoir, la technique des mains de ceux qui sont chargés de l'exécuter.

Cette année, ça va encore plus loin puique le gouvernement essaie de généraliser le « travail utile », c'est-à-dire utilisable par les capitalistes.

Dans ces conditions, la très grande majorité des ouvriers rêvent de devenir artisan où ils pourront réaliser à leur rythme et selon leur maitrise un travail manuel.

Ceci étant rappelé, à quelle classe appartient ce monde des artisans.

Il est vrai que pour les marxistes-léninistes, cela ne constitue pas une priorité d'implantation du parti.

Mais quand on y regarde de plus près, qu'est-ce qui diffère fondamentalement un petit artisan d'un marin-pêcheur, d'un moyen voire d'un petit paysan. Quand on cherche bien, on n'y trouve pas grand-chose. A part que le premier emploie souvent des ouvriers ou des apprentis.

Mais il existe aussi des ouvriers ou apprentis chez des moyens voire parfois chez des petits paysans.

Alors quoi ? Ils ont un capital ? Les autres aussi. Ils ne seraient pas productifs ? Voyons, ça ne peut pas tenir debout.

En fait de capital, ils ont souvent des emprunts qu'ils ont du mal à rembourser. Un menuisier travaillant seul m'a raconté que s'il prenait un ouvrier avec lui, tous calculs faits, cela lui reviendrait à 40 000 anciens francs par mois. Quand on ajoute le travail de paperasse exigé, ces 40 000 anciens francs sont bien mérités.

Aujourd'hui nous vivons sous le règne absolu du capitalisme monopoliste d'État.

Toute la plue-value du travail d'un ouvrier chez les artisans est prise par l'Etat sous forme de cotisations diverses. Plus on monte dans la hiérarchie capitaliste et plus les patrons empochent de plus-value. Les monopolistes, eux, ont des subventions d'Etat en plus des profits qu'ils réalisent sur le dos des ouvriers.

Ceci étant dit, il faut ajouter que souvent ces artisans sont un rouage nécessaire pour les capitalistes. Par exemple, prenons un mécanicien agricole. Il travaille en réparant le matériel des petits paysans. Ceux-ci étant endettés, cela se répercute sur lui. Pourquoi pensez-vous que Mac Cormic ou Renault n'emploient pas de mécaniciens salarié. Les boites y trouvent tout leur avantage. Elles exigent d'être payées par les artisans qui, de leur côté, sont coincés par les petits paysans. S'ils n'existaient pas, c'est à ces boites qu'auraient directement à faire les paysans.

Donc, c'est bien une forme de l'exploitation de l'homme par l'homme que dénoncent les communistes.

Maintenant du point de vue idéologique et politique, c'est vrai que parmi ces hommes se réfugient des idéologies réactionnaires. C'est vrai que le plus souvent, ils sont un soutien politique au grand capital (« ils votent à droite » comme dirait le PCF).

C'est vrai qu'ils exploitent souvent des apprentis par exemple, en les faisant travailler sans les payer. En un mot, c'est vrai qu'idéologiquement, ces hommes et ces femmes sont coincés entre le capitalisme monopoliste et le prolétariat.

Mais Marx ne disait-il pas que de l'émancipation de la classe ouvrière devrait dépendre l'émancipation de toute l'humanité ?

Devons-nous accentuer ces tendances qui les font aller vers le grand capital ou devons-nous appeler les plus exploités d'entre eux à s'unir et à lutter contre le grand capital ?

Prenons un exemple : Le problème des apprentis. Si je choisis celui-là, croyez le, c'est volontairement parce qu'il est le plus difficile à résoudre.

Avec le Plan Barre, bien des apprentis se sont vus placer chez des artisans, souvent pas payés ou peu, et apprenant les moindres travaux qui ne pouvaient pas les former. J'applaudis des deux mains quand je sais que la JCMLF essaie d'organiser ces jeunes à la lutte. Encore faut-il bien voir la cible. La cible, est-ce ces artisans qui souvent ne peuvent pas faire plus ou est-ce l'État qui désocialise l'éducation, qui se décharge sur eux des besoins d'éducation de notre peuple ?

A mon avis, la lutte doit avoir deux aspects, sur cette question.

- Exiger des artisans que ceux qui emploient des jeunes, les forment réellement !
- Exiger que les travaux effectués aux clients soient payés aux apprentis qui les ont réalisés.

Mais aussi :

- Exiger que l'Etat paye le temps d'éducation fourni par un artisan et qu'il paye le complément de salaire aux apprentis.

Cela peut paraitre tout-à-fait secondaire d'aborder cette question aujourd'hui, mais je ne le pense pas.

D'une part, bien que ce soit loin d'être notre axe prioritaire aujourd'hui, il faut éviter de dire n'importe quoi quand on peut en rencontrer.

Mais surtout, parce que je reste persuadé que notre implantation dans les couches du peuple et surtout dans la classe ouvrière est et sera la conséquence de notre ligne politique. Aussi il est urgent de toujours la préciser davantage, de saisir la cible de notre révolution.

Et pourquoi ne dirionsnous pas qu'avec notre socialisme, le travail ne serait plus une aliénation, que l'homme maitriserait la machine. Mais que ceci sera rendu possible que si tout le peuple, y compris les artisans, se retrouvent contre le grand capitalisme.

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction